

LA PRESSE NOUVELLE Magazine Progressiste Juif

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toute les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Moyen-Orient sur la base du droit de l'Etat d'Israël à la sécurité et sur la reconnaissance du droit à un Etat du peuple palestinien.

MENSUEL EDITE PAR L'U.J.R.E.

N° 273 – Février 2010 – 28^e ANNÉE

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 5,50 €

Les 23 de l'Affiche Rouge	6
Le dernier témoin	J. Lauprêtre
Souvenirs	P. Kaldor
Le tombeau de Tommy	H. Levart

SOCIÉTÉ

Où va le Crif ?	PNM	5
Mourez, braves malades !	J. Franck	5

CYCLE "ÊTRE JUIF AU XXI^e SIÈCLE ?"

Sortie de crise	J-C. Attias	4
L'extrême-droite juive existe-t-elle ?	J-Y. Camus	4

PROCHE-ORIENT

Les "oublis" de l'ambassadeur d'Israël	D. Vidal	3
Gaza, un an après	Lu dans...	3
Communiqué	UAVJ	3

HISTOIRE

Les philosophes français des Lumières et la question juive [Partie II]	F. Mathieu	8
--	------------	---

MÉMOIRE

Les Justes de France	PNM	6
----------------------	-----	---

CULTURE

Naissance d'une collection : "Fonds Rouge" - entretien avec F. Eychart	5
Cinéma, L. Laufer; Théâtre, C. Lévy; Livres, D. Ollivier	7

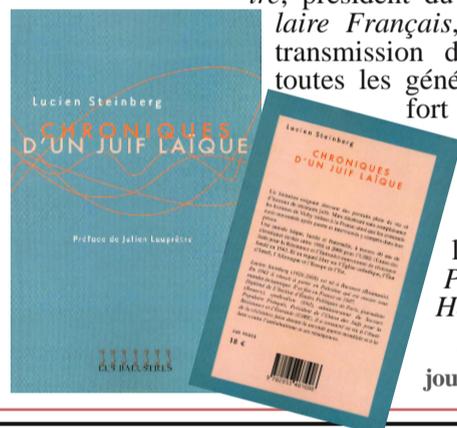
21 FÉVRIER 1944 - EXÉCUTION DES MEMBRES DU GROUPE MANOUCHIAN AU MONT-VALÉRIEN

"Ces étrangers et nos frères pourtant ..." Aragon

"Les 23 de l'Affiche Rouge, symbole de l'apport des immigrés à la Résistance"

Ainsi, Lucien Steinberg intitulait-il une de ses chroniques (p. 183) en février 1989. L'UJRE et la PNM se félicitent de l'heureuse initiative prise par Hélène, son épouse et Henriette, sa fille : publier le recueil des chroniques écrites entre 1966 et 2008 par l'historien Lucien Steinberg, pour la PNH et la PNM.

Edité par "Les Balustres", préfacé par Julien Lauprêtre, président du Secours Populaire Français, cet ouvrage - transmission d'une époque à toutes les générations - arrive fort à propos en cette année où nous célébrons le 45^e anniversaire de la création de la Presse Nouvelle Hebdo (PNH).



Commande au journal 18€+ 3€port

Les juifs étaient majoritaires parmi les "23" ce qui ne diminue pas les mérites des autres résistants, ni le rôle essentiel joué par Missak Manouchian. Joseph Epstein, le colonel Gilles, commandant FTP de l'Ile de France, arrêté en même temps que lui, fut jugé lors d'un autre procès que celui des "23" et fusillé peu après.

Mettre systématiquement en avant l'appartenance nationale des uns et des autres conduit à minimiser ou taire le rôle des jeunes juifs communistes de Paris qui, quel que soit leur lieu de naissance, avaient toutes les raisons, en tant que juifs, de s'engager dans la lutte.

C'est l'ennemi qui a choisi de rassembler les "23" en un groupe pour le procès, "cherchant un effet de peur sur les passants" par la fameuse Affiche Rouge.

Les groupes FTP-MOI de Paris et de sa région étaient au nombre de quatre. L'un d'eux était exclusivement constitué de jeunes juifs, dont Marcel Rajman, un des tout premiers à s'être engagé dans la Résistance dès 1940 avec les Jeunesses Communistes de Paris, parmi lesquels Henri Krasucki, Roger Trugnan, Maurice Lubczanski et Paulette Sarcey. Il y avait également des résistants juifs dans les trois autres groupes. PNM Février 2010

[Suite du dossier "Les 23 de l'Affiche Rouge" en page 6]

PATRICK KAMENKA

ÉLECTIONS RÉGIONALES

Editorial

UN VOTE SANCTION CONTRE TOUS LES RACISMES ET LES INÉGALITÉS

Le gouvernement Sarkozy-Fillon nous promet pour le lendemain des élections régionales (14 et 21 mars) la mise en place d'un plan d'austérité aussi glacial que l'hiver.

Et pour mettre en condition l'opinion publique, notamment sur le chapitre des retraites, le chef du gouvernement précise à ceux qui n'auraient pas bien compris : *Personne ne peut s'attendre à des décisions faciles à ce sujet !*

Depuis 2007, date de l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence, hormis les quelques bénéficiaires du bouclier fiscal, hormis les réductions de charges sociales accordées aux entreprises - soit disant pour favoriser le recrutement - la majorité des Français connaît des difficultés grandissantes pour l'emploi, les salaires, l'habitat.

Les associations caritatives montrent toutes qu'il y a une véritable explosion de la misère, des demandes d'aides pour les jeunes, mais aussi pour les retraités.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 4 millions de chômeurs inscrits au Pôle emploi, près de 600 000 chômeurs en fin de droits, des millions de mal logés.

Alors que des milliards d'euros, pris dans la poche des contribuables, ont été investis pour sauver les banques, le chef de l'Etat persiste et signe. Il accélère le démantèlement du service public avec

le non remplacement de la moitié des fonctionnaires qui partent à la retraite et la suppression de milliers de postes dans l'Education nationale et à l'hôpital, deux secteurs clés pour l'avenir des jeunes et pour l'accès aux soins.

Cette politique, que tous les gouvernements de l'Union européenne veulent imposer, revient à faire payer aux salariés une crise dont ils ne sont en rien responsables et, conformément aux fameux critères de Maastricht, à réduire d'abord les dépenses publiques. Ce qui n'empêche pas d'augmenter les impôts locaux.

A la veille des élections régionales, la politique du chef de l'Etat est de plus en plus contestée. Un sondage (TNS-Sofres Logica) montre que la popularité du président de la République est en chute libre : avec 31% seulement d'opinion favorable, il marque le score le plus faible depuis son élection. Ironie : ce sondage - sans lui donner plus d'importance qu'il n'en a - a été réalisé après le show présidentiel sur TF1.

Un autre sondage publié par *Les Echos* montre que 72% des Français condamnent la politique de l'Elysée contre la fonction publique.

Dans les régions, les électeurs doivent être conscients des conséquences que ne manquera pas d'avoir l'abolition de la taxe professionnelle.

D'une façon générale, la réforme institutionnelle reviendra à déposséder les instances locales de leurs ressources pour en confier la gestion au pouvoir central. Cela se traduira par des licenciements, délocalisations, fermetures d'hôpitaux, de tribunaux, de bureaux de poste, de liaisons ferroviaires.

C'est tout le modèle social français que Nicolas Sarkozy met à bas. C'est bien lui, pourtant, qui avait proclamé que si la France avait mieux résisté à la crise que d'autres pays d'Europe, elle le devait à son modèle social !

Alors, chiche, prenons-le au mot. Ces élections régionales doivent être l'occasion de condamner fermement la politique de cette droite arrogante. De réagir à l'indigne débat sur l'identité nationale et de dénoncer le jeu sinistre des dirigeants de ce pays qui jouent sur le tout-sécuritaire et attisent les peurs.

Ce scrutin régional doit être l'occasion de se prononcer contre la droite. Mais sans perdre sa voix au profit de ceux qui ne dénoncent pas les causes profondes de la crise ou de ceux qui ne souhaitent pas prendre leur responsabilité dans la vie de la cité. Il faut clairement émettre un vote d'espoir et de combat, pour dire haut et fort l'attachement aux valeurs républicaines de fraternité contre tous les racismes et pour un modèle social garant de l'égalité des citoyens.

HOMMAGES

Mort d'un pacifiste



Howard Zinn vient de mourir, à 87 ans. Militant jusqu'au bout, il se rendait à une manifestation ! Son horreur de la guerre lui venait de ce qu'aviateur durant la 2^e guerre mondiale, il avait

vu l'aviation américaine utiliser massivement, pour la première fois, le napalm lors du bombardement de Royan, dans la nuit du 4 au 5 janvier 1945.

Depuis 1960, cet universitaire, de ceux qui font honneur à leur pays, n'a cessé de militer contre toutes les guerres impérialistes menées par les Etats-Unis, à commencer par celle du Vietnam.

Plus récemment, il lançait avec son ami *Noam Chomsky* et d'autres éminentes personnalités politiques ou universitaires un appel argumenté contre la première guerre d'Irak, *Not In Our Name*, "Pas en notre nom". Il s'est farouchement battu pour les droits civiques des Noirs.

Un acteur de l'histoire vient de nous quitter. Il nous laisse l'exemple de sa conscience. Et des livres, dont, traduit en français, "*Une histoire populaire des Etats-unis de 1492 à nos jours*". Hostile à l'histoire officielle, il cherche à éclairer celle de son pays par celle des luttes de la classe ouvrière et des minorités opprimées.

Il a mis son intelligence et son courage au service qu'il n'a jamais reniées.

NM

Mort de Daniel Bensaïd

Connu comme acteur et théoricien de mai 1968, animateur de la LCR et cofondateur du NPA, il n'a cependant jamais cessé de dénoncer "*l'appauvrissement actuel du politique, de plus en plus réduit au simple jeu électoraliste*", une évolution qu'il attribuait aux "*dérives populistes relayées par les médias qui assimilent l'action politique collective à la seule figure du chef*", note un journaliste du mensuel *Afrique-Asie*.

A la différence d'anciens de mai 1968, *Daniel Bensaïd* n'est curieusement pas devenu ministre. Ils sont quelques uns comme cela. On en parle peu. Pour comprendre qui il fut, voyons qui lui rend hommage. Les siens, bien entendu : tous ceux qui doutent que le capitalisme ait pour vocation de faire le bonheur de l'humanité et qui cherchent dans le marxisme des outils pour aller de l'avant. Ils étaient si nombreux à l'hommage qui lui fut rendu à la Mutualité qu'il fallut refuser du monde. Rare, pour un prof de philo !

Citons *l'Humanité* : "*Nous regrettons l'ami, le professeur, le penseur et le militant. Celui qui s'est toujours tenu à côté de la lutte du peuple palestinien, parce que sa vision du monde était globale, définition même de l'être humain.*"

Difficile de faire plus court. Difficile de faire plus juste. Retenons la belle définition de l'humanisme. Retenons que ce théoricien, ce chercheur était mû par une rage d'efficacité qu'il éclairait par une ouverture d'esprit, une curiosité exemplaires.

Comprendre, transmettre, former pour agir. Agir pour la dignité humaine. Agir pour la vie.

NM

CARNET

Nicole Dreyfus

nous a quittés



L'UJRE pleure une femme exemplaire par sa probité, son humanité, sa générosité, son courage, la fidélité à ses convictions.

Henri Alleg lui rend un hommage mérité dans les colonnes de *l'Humanité*. La presse algérienne aussi.

Rappelons que cette avocate intervint à propos de l'assassinat d'*Henri Curiel* et de *Dulcie September*.

Elle défendit des progressistes grecs sous la dictature des colonels, s'engagea en faveur de l'ANC sud-africaine, de la Palestine.

Très respectée par les milieux judiciaires, elle fut de tous les combats pour la justice, le droit et la liberté.

En 2000, elle signait avec onze autres personnalités françaises, un appel demandant au président *Jacques Chirac* et au premier ministre *Lionel Jospin* de condamner la torture pendant la guerre d'Algérie.

L'UJRE COMMUNIQUE

LA BANALISATION DU RACISME : UN DANGER À COMBATTRE D'URGENCE

Le président de la région Languedoc-Roussillon est un habitué des dérapages verbaux à connotation poujadiste, raciste. Ses sorties sur les Harkis qualifiés de "*sous-hommes*"

et ses commentaires sur l'équipe de France de football ont montré le côté démagogique du personnage qui, au-delà de ses rangs politiques, vise à flatter l'électorat frontiste, à conforter les peurs.

GAZA - UN AN APRÈS

Sous un ciel nuageux, à l'appel du *Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens*, l'UJRE était présente samedi 6 février 2010 pour réclamer l'application du Droit international.

Le retardataire arrivant par la fin du cortège tombait surpris sur un groupe d'"islamistes", déclarant d'eux-mêmes qu'ils étaient exclus du défilé par les organisateurs et par la Préfecture.



Suivait un large "*no man's land*", puis l'on parvenait au cortège lui-même : manifestation paisible dont les participants soutenaient les conclusions du rapport Goldstone et réclamaient avec force la levée du siège de Gaza, l'application de la campagne BDS* et une paix juste et durable entre les deux peuples.

* La campagne BDS est internationale et non-violente, elle s'oppose à l'occupation et à la colonisation israélienne des territoires palestiniens : Boycott des produits israéliens provenant des territoires palestiniens occupés, Désinvestissement des entreprises étrangères présentes sur ces territoires occupés. Sanctions tant qu'Israël ne respectera pas le droit international (résolutions de l'ONU).

SUZANNE MAÏRET

(née Bleines)

nous a quittés ce 17 février

Personnalité de premier plan, elle a œuvré avec dévouement à l'éducation des enfants de la CCE dans les différentes colonies de vacances qu'elle a dirigées, ou comme adjointe de Louba au Roc. Les moniteurs qui ont contribué à la notoriété de l'organisation l'ont aimée et elles les a aimés et appréciés avec la même force ! Dès 1946, elle était entrée au 14 rue de Paradis où elle s'est notamment occupée du dispensaire, avant de travailler directement pour la CCE. Elle appartenait à cette génération qui avait refusé la crainte (elle avait été agent de liaison au sein du *Front National*, communiste pendant la Résistance) et s'est montrée, tout au long de sa vie et jusqu'au bout, d'un rare courage. Elle n'a jamais cédé sur ses idéaux d'égalité, de liberté et de fraternité. Elle incarnait au plus haut point la tradition authentique du judaïsme.

Extraits d'un écrit de **SERGE MAÏRET** professeur de Qi-gong attaché à la Fondation de Rothschild, journaliste, traducteur et poète

Serge, nous partageons tes propos et t'assurons, ainsi que tous tes proches, de notre sympathie fraternelle en cette épreuve.

Les équipes de l'UJRE et de la PNM

SOUSCRIPTION* N° 52
MI-JANVIER À MI-FÉVRIER

Vos dons permettent à l'UJRE de se maintenir au 14 rue de Paradis (loyer mensuel : 1300 €), de poursuivre la publication de la *Presse Nouvelle Magazine* et d'accueillir nos associations amies : Théâtre *Abi Gezint*, Choeur Golgevit, Mémoire des Résistants Juifs de la MOI, Amis de la CCE, Jeunes Juifs Laïques. Grand merci !!!

Jacques Lewkowicz
président de l'UJRE

Nom Montant

Total 560

(*) sauf mention explicite (adhésion, réabonnement ou don), les règlements reçus sont imputés en priorité en renouvellement d'abonnement, puis en don. Pour rappel, 66% des montants d'adhésion à l'UJRE et des dons sont déductibles des revenus déclarables. Nous prions les abonnés à la PNM de bien vouloir renouveler spontanément leur abonnement, pour nous épargner des frais de relance. Votre PNM vous en remercie d'avance.

RAPPEL - SAMEDI 27 MARS 2010

15h à 17h : AG ordinaire de l'UJRE

17h à 18h : concert klezmer et yiddish en français de **CLAUDE LIBERMAN**

suivi du buffet traditionnel

Entrée libre

14 rue de Paradis - Paris 10^e

LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif
édité par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 0614 G 89897

Directeur de la publication
Jacques LEWKOWICZ

Administrateur
Sylvain Goldstein

Rédacteur en chef
Roland Wlos

Conseil de rédaction
Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet,
Jeannette Galili-Lafon, Patrick Kamenka,
Nicole Mokobodzki

Secrétaire de rédaction
Gestion des abonnements
Raymonde Staroswiecki

Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 16
Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : lujre@orange.fr

Site : <http://ujre.monsite.orange.fr>
(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement :
France et Union Européenne :
6 mois 28 euros
1 an 55 euros
Etranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL
PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal

"pas comme les autres"

magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mèl et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

UJRE

5 février 2010



Les "oublis" de l'ambassadeur d'Israël

L'ambassadeur d'Israël en France, Daniel Shek, est-il atteint d'un Alzheimer précoce ? Il écrit récemment dans La Croix un article intitulé : "Il faut sauver le processus de paix". Selon lui, son gouvernement ferait tout pour la reprise des négociations bilatérales avec l'Autorité palestinienne, que celle-ci, en revanche, refuserait. Et Shek d'affirmer à la fois "la volonté d'Israël de négocier sans délai ni préalable", son acceptation de "deux États-nations, juif et palestinien, vivant côte à côte, en paix et en sécurité" et sa contribution à la "qualité de vie des Palestiniens".

Voilà un exemple typique de "dés-information à l'israélienne"**, qui se généralise depuis l'offensive meurtrière contre la bande de Gaza, condamnée par la grande majorité des opinions et des gouvernements de la planète. Toute cette propagande se caractérise par une double manipulation : sur les positions et sur l'action d'Israël.

Ainsi négocier "sans préalable" pourrait sembler une concession d'Israël à ses voisins comme à la communauté internationale. C'est en fait tout le contraire : car les préalables en question, ce sont les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), la Feuille de route du Quartet, les jugements de la Cour internationale de justice (CIJ), les accords déjà signés par Israël avec les Palestiniens, les conclusions des sommets de l'Union européenne, etc.

Autrement dit, ce que Shek, sous couvert d'ouverture, essaie de glisser sous le tapis (vert), ce sont les composantes obligatoires d'un règlement juste et durable du conflit israélo-palestinien : la création d'un État palestinien, avec Jérusalem-Est pour capitale, sur l'ensemble des territoires occupés en juin 1967, le démantèlement des colonies juives et la destruction du mur, le règlement du problème des réfugiés sur la base du principe du droit au retour tels que les prévoit le droit international.

Rien à voir, on en conviendra, avec le bantoustan effectivement accepté, du bout des lèvres, par Benyamin Netanyahu. D'ailleurs, si Israël faisait réellement sien la perspective de paix de la communauté internationale, pourquoi hésiterait-il à s'engager à cesser sans plus attendre une colonisation de la Cisjordanie jugée illégale, au-delà de l'ONU, par la quasi-totalité des États de la planète ?

Plus scandaleuse encore apparaît l'affirmation par Shek qu'Israël entend contribuer à la "qualité de vie" des Palestiniens. Est-ce dans cet esprit qu'il a, lors de son offensive contre la bande de Gaza, tué 1 300 Palestiniens (dont 900 civils et 300 enfants), en a blessé 5 300 et a détruit totalement plus de 4 000 maisons ? Est-ce pour améliorer le quotidien des Gazaouis que l'armée israélienne a commis, selon le rapport du juge Richard Goldstone, adopté par l'Assemblée générale de l'ONU, des "crimes de guerre, voire contre l'humanité" ?

Et, depuis ces massacres, comment Israël a-t-il illustré la ligne pacifique de Shek ? En maintenant un blocus implacable contre la bande de Gaza, dont les habitants sont privés de tout, en violation du droit international ?*** En accentuant la colonisation de la Cisjordanie, malgré le soi-disant "gel", en violation du droit international ? En multipliant les destructions de maisons palestiniennes et les constructions de maisons israéliennes à Jérusalem, en violation du droit international ? En poursuivant ses "opérations punitives" et ses "exécutions ciblées" en Cisjordanie, en violation du droit international ? La mémoire de Shek n'a apparemment pas gardé trace de ces gestes de paix...

Les mensonges de l'ambassadeur d'Israël en France ont, cependant, quelque chose de réjouissant : on peut y lire, en creux, une tentative d'échapper à l'isolement dans lequel se trouve son pays, et dont témoigne, entre autres, le succès croissant de la campagne *Boycott - Désinvestissement - Sanctions*.

Raison de plus pour amplifier celle-ci : qu'un État soit sanctionné parce qu'il occupe illégalement, depuis près de quarante-trois ans, le territoire prévu par l'ONU pour un autre peuple, voilà qui n'a rien de choquant. C'est la responsabilité des États, c'est aussi celle des citoyens.

DOMINIQUE VIDAL

* Le 25 janvier dernier.

** Voir sur le blog d'Alain Gresh :

<http://blog.mondediplo.net/2010-01-13-Propagande-et-desinformation-a-l-israélienne-I>

<http://blog.mondediplo.net/2010-01-26-Propagande-et-desinformation-a-l-israélienne-II>

*** Selon *Médecins sans frontières* (MSF), 50% des Gazaouis n'ont plus de travail et 70% des familles vivent avec moins d'un dollar par jour.

A propos des poursuites contre des militants et une organisation syndicale membre de la FSU

Communiqué de presse - UAVJ s'indigne des poursuites judiciaires engagées à l'encontre d'organisations syndicales telles que le SNES et la FSU au motif que leur participation à la campagne d'opinion "Boycott, Désinvestissement, Sanctions" constituerait un délit d'antisémitisme. De telles poursuites sont le fait de groupes soutenant, y compris par la violence, en France, la politique israélienne d'occupation, de guerre, de colonisation. Elles sont inadmissibles, indépendamment du fait que les organisations syndicales mentionnées ne peuvent en aucun cas être soupçonnées d'antisémitisme ainsi que le prouve leur action passée, leurs textes de Congrès et leur constante vigilance par rapport à toute recrudescence de l'antisémitisme. Si l'on doit chercher des forces qui nourrissent l'antisémitisme, c'est vers l'extrême droite qu'il faut les chercher.

La critique et l'action politique contre la politique d'un gouvernement qui viole impunément toutes les résolutions de l'ONU, bafoue les droits fondamentaux du peuple palestinien, s'oppose à tout règlement juste, pacifique et négocié du conflit du Proche-Orient, est un droit imprescriptible. Pour UAVJ, c'est un devoir auquel elle ne se dérobe en aucune circonstance.

UAVJ s'inscrit dans la campagne BDS afin de créer dans l'opinion publique les conditions qui contraignent le gouvernement israélien à arrêter l'occupation des terres palestiniennes et à négocier. UAVJ regrette vivement qu'une formule et un sigle inadaptés et dangereux aient été utilisés pour donner un sens inacceptable à cette campagne. Outre les sanctions et les désinvestissements, le boycott proposé est celui des produits en provenance des colonies israéliennes en territoire occupé. La campagne BDS se place explicitement dans la recherche d'une paix négociée aboutissant à l'établissement d'un État palestinien à côté d'Israël, dans la paix et la sécurité.

UAVJ attire l'attention des organisations démocratiques et progressistes françaises sur la nécessité de faire en sorte que la campagne BDS ne puisse être dévoyée par des forces qui cherchent les moyens d'instaurer en France l'impunité de la politique israélienne actuelle.

Paris, le 20-01-2010 - *Xqhxwyrly mlyh* - <http://uavj.free.fr>



Gaza, un an après, 6 février 2010, Paris

OÏ VA LE CRIF ?

Pour la deuxième année consécutive le Crif exclut le Parti Communiste Français et Les Verts de son dîner annuel au motif qu'ils soutiennent une campagne illégale de boycott des produits israéliens.

Rappelons que les mesures de sanction et de boycott soutenues par de nombreux partis et associations sont explicitement dirigées contre l'occupation de la Cisjordanie. Elles ne visent qu'à assurer la traçabilité – ainsi que l'Union Européenne en a rappelé à maintes reprises la nécessité – des produits exportés, pour permettre de distinguer entre exportation illégale par Israël des produits des colonies, et commerce international régulier.

Par ailleurs, l'élection triomphale de Gilles-William Goldnadel, avocat très engagé à droite, au comité directeur du Crif, la reconduction à la vice-présidence de Meyer Habib "meilleur ami" de B. Netanyahu en France et la défaite des principaux candidats de sensibilité de gauche sont des signes inquiétants d'un repli et d'une droitisation de l'Institution, malgré les propos de son Président qui se présente comme "le garant de la pluralité des opinions au Crif".

Henri Hajdenberg, président du Crif dans les années 1990, avait, lui, réussi à réunir autour de la même table, de manière exceptionnelle, "des gens aux avis divergents sur Israël". Il regrette que "la frange non pratiquante libérale de la communauté, les élites culturelles juives ne soient pas présentes dans les associations que chapeaute le Crif".

La PNM et l'UJRE, co-fondatrice du Crif pendant la clandestinité et la lutte contre le nazisme, s'indignent de cette nouvelle trahison des idéaux de fraternité, justice et paix de la Résistance juive, rappellent leur opposition à toute radicalisation des positions et réaffirment leur engagement pour la création d'un état palestinien co-existant avec Israël dans la paix et la sécurité.

Lu ddny
ידיעות אחרונות
\ ediotAharonot

GAJA - UN AN APRÈS

Extraits de témoignages d'officiers israéliens sur les violations des lois de la guerre durant l'opération "Plomb durci", témoignages recueillis d'abord en Israël par le quotidien Yediot Aharonot et l'organisation Breaking the Silence, puis repris dans Le Monde du 4 février 2010.

Un an s'est écoulé depuis la fin de la guerre de Gaza. La Cour Pénale Internationale pourrait être saisie par les Nations Unies, conformément aux recommandations formulées dans le rapport Goldstone qui faisait déjà état de ses propres constatations et avait recueilli de nombreux témoignages. C'est peu de dire qu'Israël n'a pas facilité la tâche à la mission d'enquête.

L'armée israélienne a refusé de coopérer avec le juge Goldstone. Selon la version officielle, Israël aurait respecté les lois de la guerre. La mort de civils constitue des "incidents isolés", inévitables face à un ennemi prompt à se fondre dans les zones habitées. Selon Le Monde du 4 février, "Si les propos de l'officier dépeignent effectivement les règles d'ouverture de tir en vigueur durant "Plomb durci", alors, il s'agit d'une pièce à conviction qui confirme les accusations auxquelles Israël fait face", dit l'avocat Michaël Sfar.

D'autres témoignages cités par l'organisation Breaking the Silence vont dans le même sens. "Les règles d'ouverture de tir ont été modifiées de façon radicale. Dans certains endroits, il n'y en avait tout simplement aucune. C'est une violation de la loi et du code militaire israélien."

"Nous devons faire du chiffre", dit un autre officier cité par Le Monde. Un chiffre résume pourtant le drame de Gaza et les tirs contre les cibles civiles : en 22 jours d'opération, ce sont près de 1 400 Palestiniens qui ont trouvé la mort, dont plus de la moitié sont des civils.

PATRICK KAMENKA



SORTIE DE CRISE ?

Le judaïsme est en crise. Tel est du moins le diagnostic partagé par bien des Juifs, de quelque bord qu'ils soient, de quelque degré que soit leur attachement à Israël, qu'ils soient religieux ou non, et si tant est qu'ils nourrissent un vrai souci du présent et de l'avenir du judaïsme.

Ceci étant, il est finalement assez peu de moments de l'histoire des Juifs qui n'aient été perçus par les Juifs eux-mêmes, ou du moins par une partie d'entre eux, comme des moments de crise. Comme si, aussi variées et changeantes qu'aient été les circonstances de son expression au fil des siècles, ce "sentiment d'être en crise" était une quasi-constante de l'histoire des Juifs. Comme s'il était, peut-être, l'un des ressorts – et sans doute un ressort positif – de l'existence juive elle-même à travers le temps.

Admettons donc que le judaïsme contemporain est en crise, et tâchons, de notre point de vue qui, cette fois, pourrait bien ne pas faire l'unanimité de nos coreligionnaires, de cerner les contours de cette crise.

Sur le front du conflit proche-oriental et de ses répercussions en diaspora, le constat est sombre. Faillite morale et radicalisation des gouvernements d'Israël. Oppression chaque jour aggravée du peuple palestinien par un État qui se présente comme l'"État du peuple juif". Ternissement concomitant de l'image de cet État et du "peuple" au nom duquel il prétend agir. Remises en cause de plus en plus radicales du projet national dont cet État est le fruit, un projet national qui pourtant, en son principe, était aussi légitime que tout autre projet national. Compromission de la plupart des autorités spirituelles du judaïsme avec la politique menée par Israël. Outrance des positions officielles de l'*establishment* juif de diaspora, instrumentalisation – pour justifier l'injustifiable – de la mémoire de la Shoah et des regains contemporains d'antisémitisme.

Du côté de la diaspora elle-même, la situation n'est guère brillante. On voit mal comment ses membres pourront indéfiniment compenser leur "déjudaïsation" par un soutien inconditionnel à Israël et par l'invocation continue du souvenir du Génocide. Dévitalisée sur le plan linguistique, monolingue, et donc de plus en plus coupée de ses sources – yiddish, judéo-arabes, judéo-espagnols, araméennes ou hébraïques

– largement ignorante de la culture israélienne elle-même, et ne pouvant de toute façon en jouir que de l'extérieur, la diaspora paraît n'avoir plus à choisir qu'entre deux voies : l'assimilation progressive ou le basculement dans une forme ou une autre d'intégrisme. Une perspective qui n'a rien de spécialement réjouissant.

L'"identité juive" elle-même, les tremolos et les rengorgements qu'elle inspire, sont plus l'expression d'un désarroi que la promesse d'une solution. Forteresse verrouillée de l'extérieur pour ceux qui s'y sont réfugiés et qui ne peuvent en sortir, et verrouillée de l'intérieur pour ceux qui sont au dehors et à qui l'on en refuse l'entrée, l'"identité juive" n'échappe pas à cette règle générale. Elle aide au mieux à se fabriquer des ennemis et à s'inventer des traîtres. Pas à raconter une histoire, ni à construire un avenir.

Pour ma part, je ne vois d'autre option que de choisir la voie la plus difficile. Celle d'un combat indissociablement politique et culturel. Au fond, deux

questions seulement méritent aujourd'hui d'être posées, si du moins l'on entend faire de la "crise" dont je parle un tremplin d'où rebondir plutôt qu'un abîme où se perdre.

Serons-nous, diaspora juive, capables d'une part de nouer avec Israël un rapport à la fois positif, autonome et résolument critique et d'autre part de cultiver une mémoire du Génocide qui permette son historicisation, la généralisation de ses leçons et fonctionne pour nous aussi, face à l'Autre, comme une injonction éthique fondamentale ?

Serons-nous, diaspora juive, capables de nous réapproprier, de manière libre et volontaire, l'intégralité – jusque dans ses dimensions religieuses, qui peuvent évidemment être sécularisées – de l'héritage culturel juif, et de créer et promouvoir sur ce socle une culture juive diasporique vivante et diverse, aussi éloignée de l'exaltation de la victimité juive que du fondamentalisme ?

La "sortie de crise" – si "crise" il y a – est sans doute à ce prix.

JEAN-CHRISTOPHE ATTIAS

NDLR Jean-Christophe Attias est directeur d'études à l'*École pratique des hautes études* (Sorbonne), titulaire de la chaire de pensée juive médiévale. Il vient de publier *Penser le judaïsme* (CNRS Éditions, 2010). Site personnel : <http://www.jean-christopheattias.net>



EXISTE-T-IL UNE EXTRÊME DROITE JUIVE ?

La question se pose différemment en Israël et en diaspora. Les catégories politiques européennes n'étant guère opérantes dans l'Etat hébreu, l'existence d'une extrême droite pose la question de la manière dont une telle famille politique pourrait se construire, sans se référer aux idéologies fascistes traditionnelles qui font sens en Europe, voire en Amérique du nord, mais sont inexistantes en Israël¹.

Il nous semble qu'on peut assimiler à l'extrême droite une filiation idéologique, celle du rabbin *Meir Kahana*², actuellement représentée par le parti politique *Hazit* (Front National Juif) et de l'autre, une toute petite partie du courant sioniste religieux représentée par la formation *Eretz Yisrael Shelanu* (Notre terre Israël), qui ajoute aux idées kahanistes une tonalité messianiste et mystique provenant d'une interprétation minoritaire de la philosophie *Habad* (Loubavitch) due à son dirigeant, le rabbin *Shalom Dov Wolpo*. Le programme de ces formations constitue un "néo-sionisme" fondé sur le refus de tout compromis territorial, la volonté de déplacer la population arabe vivant en Israël pour que celui-ci soit un état intégralement juif où la loi civile serait la *Halakha*³, et en définitive, sur une sorte d'ultranationalisme ethniciaste, identitaire et anti-universaliste.

Ce néo-sionisme est évidemment issu de la matrice idéologique du sionisme révisionniste, pensé par *Jeev Jabotinski*. Toutefois il s'en démarque sur au moins trois points. Tout d'abord, il considère le *Likoud* comme ayant trahi l'idéal fondateur, par son acceptation du multiculturalisme et de la négociation avec les Palestiniens. Ensuite, il comporte une dimension religieuse absente chez *Jabotinski*, puisqu'elle est la conséquence de l'interprétation de la création de l'état juif, de la réunification de Jérusalem et du peuple juif dispersé, par l'idée de la Rédemption et même par une vision eschatologique⁴ du conflit judéo-arabe. Enfin, il est une conséquence directe de la Shoah : dans l'idéologie de *Kahana* et de la *Ligue de Défense Juive* figure l'idée selon laquelle le peuple juif s'étant retrouvé seul face au nazisme alors que le judaïsme traditionnel n'avait pas de tradition d'autodéfense, ne doit compter que sur sa force pour assurer sa survie. Ce courant, mené par *Baruch Marzel* et par le député d'origine irano-afghane *Michael Ben Ari*, tente actuellement de peser au sein du parti majeur de ce qui se désigne là-bas comme la "droite nationale" : le parti *Union nationale*, qui ne participe pas au gouvernement.

La question de l'extrême droite juive en diaspora est plus complexe. Elle a souvent été traitée de manière polémique, par le biais d'une assimilation du révisionnisme de *Jabotinski* à une version sioniste du fascisme italien.

Qu'avant les lois raciales de 1938, les révisionnistes n'aient pas vitupéré *Mussolini* et même, que nombre de juifs italiens fussent inscrits au *Parti National Fasciste* est une réalité historique, avérée dans une proportion bien moindre au sein du Francismeⁱⁱⁱ par exemple³. Cependant, si *Jabotinski* avait côtoyé à Rome la culture latine, le sionisme révisionniste est né dans l'aire culturelle russe, polonaise et allemande. Dès lors, c'est une hypothèse nullement improbable que d'y voir des influences de la Révolution Conservatrice allemande – ajoutant à son prénom d'état-civil celui de *Jeev*, le loup, lui faisait-il un clin d'œil ? – idée validée par *Armin Mohler*

et que ne démentirait sans doute pas la Nouvelle droite. De manière plus provocante encore, on peut avancer que le nationalisme ethniciaste des révisionnistes et l'idée de la régénération nationale se sont construits certes contre l'antisémitisme viscéral de l'*Endecja*^{iv} polonaise, mais dans un climat culturel où la défense des juifs pouvait impliquer d'emprunter des schémas mentaux parfois symétriques à ceux des nationaux-démocrates. Ces interactions complexes se sont produites en France aussi, dans une moindre mesure, entre révisionnisme et maurrassisme. Les liens qui ne pouvaient exister du vivant de *Maurras* en raison de son antisémitisme, se sont établis dans les années 50 et 60 par l'intermédiaire de la pensée néo-maurrassienne de *Pierre Boutang*, passé de l'antisémitisme à l'admiration pour la renaissance nationale du peuple juif en son Etat et en particulier, à la valorisation du soldat-pionnier israélien comme incarnation de l'individu enraciné. Bien davantage que l'aventure individuelle des quelques militants du *Betar* passés à *Occident* ou à *Ordre nouveau*, la pensée de *Boutang* et de ses disciples juifs des années autour de 1968 ont contribué à former une génération de la droite sioniste française.

Il s'agit d'une histoire qui est encore à écrire.

JEAN-YVES CAMUS
Chercheur associé à l'*IRIS*

1. Hormis l'importation dans les années 2000, par des immigrants venus de l'ex-Urss et à la judéité mal établie, de l'ultra-nationalisme droitier russe avec sa composante antimusulmane. Les auteurs de multiples profanations de synagogues ou d'attaques physiques commises contre des citoyens orthodoxes juifs en Israël, appartenant pour la plupart à cette sous-culture, en particulier au milieu *skinhead* néo-nazi russophone, très opposé à l'orthodoxie religieuse juive.

2. **Meir Kahana**, né et mort à New York, 1932-1990. Rabbin américain disciple dans sa jeunesse du sionisme révisionniste 1968. Fondateur de la *Jewish Defence League*. 1971 Emigre en Israël 1973. Fonde le parti *Kach* favorable à l'expulsion des arabes israéliens et des Palestiniens 1987. Elu député puis exclu du Parlement en raison de son rejet ouvert de la démocratie et de son racisme 1988. Interdiction du parti *Kach* 1990. Meurt assassiné par un islamiste radical, américain d'origine égyptienne.

3. Voir à ce sujet le récit d'**Antoine J rziani** : *Les visiteurs de l'aube*, Éd. Dualpha, Paris, 2009

NDLR :

[i] **Halanha** (hébr.) : Règle de conduite pratique de la vie religieuse comme de la vie privée, fondée sur la *Torah* et le *Talmud*.

[ii] **Eschatologie** (théologie) : Désigne l'étude des croyances concernant "la fin des temps" et le sort de l'homme.

[iii] **Parti Franciste** : Ce parti politique exista de 1933 à 1944. Il se présentait lui-même comme "l'expression française du fascisme, et l'expression particulière d'une forme de nationalisme".

[iv] **Endecja** : Parti National Démocrate qui prône l'aryanisation "*Pas de place pour les juifs en Pologne*". Cf. l'article *Histoire des juifs en Pologne*, de **Daniel Tollet** [Université Paris IV-Sorbonne] publié par le **PNM** nos 254 à 257 (mars à juin 2008).

MONDE

ERÈVES

XN CK'TUE ENCOPEUDNW B

La Fondation d'Elie Wiesel a reçu, selon les informations obtenues par le journaliste américain Max Blumenthal, un chèque de 500 000 dollars pour une conférence donnée par le prix Nobel de la Paix au profit de l'église du pasteur John Hagee.

Ce révérend est connu aux États-Unis pour être à la tête d'une organisation chrétienne sioniste antisémite et homophobe, l'Église de Cornerstone à San Antonio, au Texas, qui compterait quelques 18 000 fidèles.

Cette étonnante, mais très rentable prestation n'a pas empêché Elie Wiesel de condamner le rapport de l'ONU du juge Goldstone sur l'offensive militaire contre la bande de Gaza comme un "crime contre le peuple juif".

Foppunit u•du
Sduw coppuniwæ ivud•œen

22012010 : Un millier de pacifistes et de militants communistes, arabes et juifs, ont protesté dans le quartier Sheikh Jarrah de Jérusalem Est contre les colonies juives qui y sont implantées. Vingt personnes, parmi lesquelles des communistes, ont été arrêtées par la police israélienne et les gardes frontières.

Avant le début du rassemblement, la police avait indiqué aux manifestants que cette manifestation était illégale.

Ils ont commencé à essayer de disperser les manifestants tout en procédant à quelques arrestations. Les manifestants brandissaient des pancartes "Libérez Sheikh Jarrah" et entonnaient "Colons trouillards, quittez ces maisons immédiatement". Ils ont aussi critiqué l'arrestation de 80 militants lors des dernières manifestations dans ce quartier.

L'ancien président de la Knesset Avraham Burg, le président du groupe Hadash (Front démocratique pour la paix et l'égalité - PCI) Mohammad Barakeh et le député Dov Khenin ont aussi pris part à ce rassemblement.

"Nous sommes déterminés à ne pas nous laisser dissuader par cette tactique policière de la peur", a dit Barakeh, en référence aux arrestations. "Ces protestations se font contre l'expulsion de familles palestiniennes dont les maisons sont accaparées par les colons".

M. Barakeh s'est adressé à la foule en disant qu' "il ne s'agit pas d'une maison et d'un quartier ici et là, mais de l'intention de vider Jérusalem de ses citoyens arabes" ... "Il s'agit d'un crime contre la population arabo-palestinienne et contre le processus de paix".

LITTÉRATURE

NAISSANCE D'UNE COLLECTION - "FONDS ROUGE"

Rencontre avec FRAN., OIS E\ CHART : Vous venez de republier *Le Radeau de la Méduse* de Léon Moussinac, qui constitue le premier titre de la nouvelle collection *Fonds rouge* que vous dirigez chez Aden.

TxÖvwf h txl yr xv a amhq• Š
fr•hr fhwh.frahfvr q B

C'est un projet auquel je travaille depuis longtemps et je suis très satisfait d'avoir rencontré un éditeur qui me permette de le réaliser. Il répond à une situation anormale : la disparition en librairie de pans entiers de la littérature progressiste. Cela ne veut pas dire pour autant qu'elle n'intéresse pas le grand public mais simplement que les éditeurs regardent ailleurs. Si on dresse la liste des oubliés – au moins temporairement – par le monde de l'édition, elle est fort longue et touche des auteurs et des œuvres prestigieuses, qui appartiennent au domaine français comme au domaine international. Il y a donc beaucoup à faire pour rééquilibrer les choses. *Fonds rouge* est un pas en ce sens.

Prxrt xrl dh fhrlq gh Mr xvvlqaf B

Le nom de Léon Moussinac, grand intellectuel français qui a joué un rôle important auprès de nombreux artistes, permet d'apprécier l'ambition de cette collection. Avec Moussinac un éditeur n'a que l'embarras du choix. Il est l'auteur de quatre romans dont l'un, *Manifestation interdite* fut sélectionné pour recevoir le Prix Renaudot. Moussinac le refusa par souci de ne pas mettre un doigt dans ce qui lui semblait alors une forme de compromission. Il est aussi l'auteur de pièces de théâtre et de nombreux ouvrages sur le cinéma, le théâtre, la mise en scène. C'est lui qui en mettant sur pied le réseau de ciné-clubs, les *Amis de Spartacus* a permis la diffusion en France du *Cuirassé Potemkine* d'Eisenstein qui était son ami. J'ai choisi *Le Radeau de la méduse* à cause de sa signification politique, mais aussi parce que c'est un livre de haute tenue littéraire, qui fait honneur à la pensée française. Dans son "*Radeau*", Moussinac relate son arrestation pour activité communiste en 1940, son incarcération à La Santé puis son transfert au camp de Gurs et les quelques mois qu'il y passa dans des conditions épouvantables, non loin des républicains espagnols, témoin aussi de l'arrivée des premiers Juifs. C'est évidemment un grand document mais surtout un livre passionnant sur toutes les ressources de courage et d'intelligence qu'un homme peut déployer pour survivre sans s'abaisser.

Txhov vr qwdhv ax whxrv t xl vx10
yrrqw Moussinac B

Le livre suivant est un roman d'Anna Seghers, grande dame de la littérature allemande. L'ouvrage retenu, *Le chemin de février* est pratiquement inconnu en France où il a été publié en 1937 par les Editions sociales internationales que dirigeait Moussinac justement. Il a été saisi par la police française lors de l'interdiction du Parti

communiste français et n'a pas été réimprimé ensuite. Ce roman relate la destruction du mouvement ouvrier autrichien en 1934 par le chancelier Dollfuss, quand les ouvriers

sociaux-démocrates sont tombés dans un piège qui a permis à la droite fascisante d'Autriche de leur infliger une cruelle défaite puis de se rallier sans trop de difficultés au fascisme hitlérien.

"*Le chemin de février*" est une œuvre originale dans sa facture, qui multiplie les éclairages sur les événements et permet ainsi au lecteur de pénétrer dans la réalité profonde du vécu social et politique du peuple autrichien dans cette période de crise. Après les événements de 1934, Anna Seghers est venue secrètement enquêter en Autriche. Ce roman est certes celui d'une défaite mais chez elle, perdre n'est pas définitif. Car la force des faibles, pour reprendre le titre d'un autre de ses livres, finit par l'emporter sur celle des puissants qui ne triomphent que parce qu'ils ont réussi à paralyser pour un temps la capacité d'union des forces populaires.

Hwas r'v Aqqa Vhj hhrv B

Après, c'est-à-dire en juin 2010, ce sera au tour de Jean-Richard Bloch avec "*Lévy*". Jean-Richard Bloch n'est pas à sa place, à mon sens, dans le panorama littéraire français. C'était un homme d'une élégance de comportement et d'une rectitude de pensée rare. Il est représentatif de ce courant intellectuel de juifs laïques, passionnément attachés aux valeurs républicaines. Toute sa vie, Bloch a travaillé à articuler le mouvement social avec des formes artistiques nouvelles. C'est sans doute au théâtre avec "*Le dernier empereur*" ou "*Naissance d'une cité*", créé pendant le Front populaire, qu'il a le mieux montré son originalité de forme. Mais ses romans en particulier "*Et Cie*", "*Sybilla*" ou "*Lévy*", ce recueil de nouvelles, attestent de la grande qualité de son talent. "*Lévy*", qui raconte une résurgence de l'Affaire Dreyfus en province, sera sans doute une révélation pour de nombreux lecteurs.

Fhwh.frahfvr q ya00hah r•ha0
bldvhr ghv ax whxrv æ liv B

Les intellectuels juifs ont été profondément impliqués dans les bouleversements du XX^e siècle. Etant donné la force et l'étendue de l'antisémitisme auquel ils étaient confrontés, beaucoup d'entre eux se sont engagés dans les mouvements progressistes. Ce n'est pas en tant que juive qu'Anna Seghers écrit, mais son histoire, celle de sa fa-

EILLET D'HUMEUR

MOUREZ,
BRAVES MALADES \$

Mourez, car si ça continue, vous n'aurez bientôt plus d'autre choix. Sous le proconsulat du chanoine Nicolas de Latran, madame Roselyne étant chargée de la santé du peuple, le démantèlement de l'hospitalisation publique progresse à grands pas. L'équilibre budgétaire de l'Assistance Publique de Paris est sacré et intangible. Il ne doit pas être sacrifié à un principe aussi périmé que la guérison des maladies. En vertu de quoi, on annonce la suppression de 3 500 emplois sur 90 000. Des coupes claires vont affecter 37 établissements : fermetures de services, regroupements d'hôpitaux d'ici à 2012. L'accès aux soins dans le service public, déjà difficile, deviendra vite catastrophique.

Mourez donc et réjouissez-vous. Les *Pompes Funèbres Générales* doivent passer aux mains d'investisseurs américains, toujours à l'affût d'affaires qui marchent. Vous serez en de bonnes mains.

JACQUES FRANCK



Internet : <http://petition-mdhp.fr/petition.php>
ou écrire au journal.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Un projet, parmi les nombreux projets de réforme du gouvernement :

La suppression de la prise en charge \$ 100(des dépenses liées au{ affections \$ longue durée +ALD, au-del\$ de cinq ans +sic.

Décidément, tout rétrécit ! nos salaires, nos retraites, le temps...

mille qui est juive, le destin des Juifs en Allemagne pèsent d'un poids très lourd dans ses idées. Bloch est tout à fait emblématique de l'attitude d'un intellectuel passionnément attiré par les valeurs laïques et républicaines qui lui paraissent les meilleures pour faire reculer les formes d'oppression dont les Juifs sont encore victimes à son époque. Il ne situe pas le combat qu'il faut mener dans le repli sur les valeurs qu'on pourrait nommer communautaristes mais au contraire dans un double mouvement d'assimilation : celle des valeurs historiques et républicaines françaises d'une part, celles de la culture juive, qui ouvre sur la réalité de divers pays d'Europe d'autre part. Jean-Richard Bloch passe tout naturellement de l'horizon d'un Juif à l'horizon de tous, et c'est aussi pourquoi il faut défendre son œuvre.

Txhov vr qwdhv ax whxrv sr•yxv
as r'v Anna Seghers hwBloch B

Maxime Gorki avec "*La maison Artamonov*", Roger Vailland avec "*Le Saint Empire*", Maria Teresa Leon (l'épouse de Rafael Alberti) avec "*Les Tréteaux de Madrid*", Vladimir Pozner, Elsa Triolet, Louis Parrot, Barbusse

Propos recueillis par
Roland Z los

HISTOIRE

En décembre 2009, Serge Klarsfeld communique à l'AFP trois clichés inédits, pris clandestinement par Clemens Rütger, sous-officier allemand. Nous parviennent ainsi, 66 ans plus tard, l'image des derniers instants d'un groupe de résistants FTP-MOI, exécuté au fort du Mont Valérien, ces résistants - en majorité étrangers - dont l'action rencontrera un large écho dans le pays quand l'occupant nazi placardera sur les murs de Paris la fameuse "Affiche rouge". L'ouvrage de S. Klarsfeld et L. Tsévery *LES 1007 FUSILLÉS DU MONT-VALÉRIEN PARMIS LESQUELS 174 JUIFS*, Ed. FFDJF, 2010 publie les trois clichés.



© AFP - Le 21 février 1944, sept salves d'exécution claquent au Mont Valérien. Ci-dessus, à 15h47, salve n° 5 : Derniers instants de Thomas Elek, Mojsze Fingercewig, Jonas Geduldig "Martiniuk" et Wolf Wajsbrot

LE DERNIER TÉMOIN DES "23" DE L'AFFICHE ROUGE

Julien Lauprêtre, actuel président du *Secours Populaire Français*, est le dernier témoin à avoir connu, lors de son arrestation en 1943, plusieurs des membres de l'Affiche rouge, dont notamment Missak Manouchian.

Le samedi 20 novembre 1943, Julien Lauprêtre, est arrêté par la police française.

Depuis plusieurs mois, l'adolescent de 16 ans multiplie avec un groupe de jeunes les actes de résistance dans le 12^e arrdt. de Paris. Inscriptions à la craie sur les murs du quartier pour appeler à "chasser l'occupant", poteaux indicateurs tournés dans le mauvais sens pour gêner les troupes allemandes dans Paris. Lié aux Jeunesses Communistes clandestines, le groupe distribue des tracts au marché d'Aligre, interrompt les projections dans les cinémas qui passent des actualités allemandes ou appelle les jeunes à rejoindre la Résistance.

Le 20 novembre, la nasse se referme sur le petit groupe : "Depuis deux jours, je n'arrivais pas à joindre mon contact de la JC. Je décidai de rester chez moi d'autant que ma mère était malade. Mon père, lui, était dans la Résistance depuis 1941 et était recherché par la police française".

A 20h, les hommes des Brigades spéciales - chargées de traquer les résistants - l'arrêtent et le conduisent à la Préfecture de police.

Julien Lauprêtre est enfermé dans un bureau qui servait de cellule. "Là, j'ai vu un prisonnier, les chaînes aux pieds. Il dormait. Quand il s'est réveillé il m'a dit : « Pourquoi es-tu là ? » J'ai répondu que je ne savais pas. Ils m'accusent de propagande anti-allemande". Il m'a assuré que j'allais m'en sortir.

"Tu as toute la vie devant toi. Il faudra continuer à lutter. Pour moi c'est fini, je vais être fusillé", a lancé le prisonnier (qui était Missak Manouchian comme le comprit plus tard Julien Lauprêtre).

"Je ne savais pas qui était cet homme à ce moment-là. Mais il m'a impressionné tout de suite par sa détermination et son courage", raconte-t-il.

Le lendemain, dimanche à l'heure du repas, Missak interpella ses gardiens : "Je vais être condamné à mort, vous pourriez au moins me nourrir correctement".

Puis dans l'après-midi, les gardiens transfèrent le jeune prisonnier dans une autre cellule où il découvre d'autres membres du groupe de l'Affiche rouge, Bocsov, Elek, Rayman, Alfonso.

Là, Julien éclate en sanglots. Bocsov lui demande pourquoi il est dans cet état. "Je pleure, car je devais faire une compétition de natation aujourd'hui à la piscine de Ledru Rollin et les copains vont m'attendre... !", raconte en riant Julien Lauprêtre. "Petit, m'a assuré Bocsov, ne te fais pas de souci, tu retourneras bientôt faire de la natation, tandis que moi je vais être fusillé".

Julien Lauprêtre a été détenu pendant une semaine avec les hommes de l'Affiche rouge. "Je dormais à côté d'Elek par terre. Il me confia qu'il craignait de parler sous la torture tant les tortionnaires s'en donnaient à cœur joie sur les prisonniers qui revenaient littéralement massacrés après les interrogatoires, le corps bleu de coups, en sang".

"J'ai été transféré à la Santé pour 4 mois avant d'être jugé et mis en liberté surveillée. C'est quelques temps après que j'ai découvert sur les murs de Paris la fameuse Affiche rouge où j'ai reconnu quelques uns des « 23 » avec qui j'avais été incarcéré".

"Je ne suis pas un héros, mais j'ai vécu à côté de vrais héros" estime le dirigeant du Secours Populaire. "Au moment où on parle d'identité nationale, je veux juste dire que ceux qui m'ont arrêté étaient des policiers français, comme ceux qui m'ont jugé et m'ont menacé du STO*" ... "Et ceux qui sont morts pour la France étaient des étrangers", conclut-il ému.

Propos recueillis par **PATRICK KAMENKA**

STO : Le 16 février 1943, une loi impose le Service du Travail Obligatoire. Tous les jeunes gens âgés de 20 à 22 ans peuvent être envoyés de force en Allemagne. Cette perspective incitera nombre de jeunes à rejoindre les rangs de la Résistance.

Julien Lauprêtre : Secrétaire général du *Secours Populaire Français*, parrain de MRJ-MOI, association pour la reconnaissance de la Résistance juive de la **M.O.I.** (www.mrjmoi.com)

PIERRE KALDOR SE SOUVIENT : "Le Front national des juristes m'a demandé de suivre le procès des patriotes [NDLR : ceux de l'Affiche rouge]. J'ai ainsi pris contact avec les familles des 23. J'ai rencontré certaines familles. J'ai pu rencontrer une famille d'origine polonaise à Vitry et une autre d'origine italienne à Nanterre. Je les ai aidés en leur donnant un peu d'argent" ... "Après qu'ils eurent été fusillés, j'ai assisté à l'arrivée de la camionnette qui transportait les cercueils des 23 et j'ai vu leur extraction du véhicule et constaté qu'il y avait des traces de sang sur les cercueils. Je n'ai pu assister à leur inhumation".

NDLR **Pierre Kaldor**, 95 ans. Arrêté le 31 octobre 1939. Évadé en 1943. Rejoint la Résistance et devient l'un des responsables du Front national des juristes. Désigné en 1944 par les organisations de la Résistance comme Délégué National du *Secours populaire français*, il en devient Secrétaire général. Coordinateur, à partir de fin 1956, du pont aérien des avocats chargés de défendre les patriotes algériens poursuivis. A défendu, avant-guerre, les antifascistes allemands.

LE TOMBEAU DE TOMMY

Il faut avoir lu ce roman bouleversant qui retrace l'histoire, sous l'occupation nazie, de *Thomas Elek*, l'un des jeunes fusillés de l'Affiche rouge.

Sans vouloir réduire l'ouvrage à une riposte littéraire à l'ignominieux débat sur l'identité nationale, ces pages, poignantes, réfutent par leur dramaturgie, l'irruption de haine pétainiste attisée par les manœuvres idéologiques des sarkozystes.

Outre l'originalité surprenante de l'intrigue, nous sommes captivés par la restitution de l'atmosphère, de l'intensité des années terribles où des jeunes gens, pour certains encore adolescents, participent à l'impitoyable combat antifasciste. Ils y sont mentalement préparés. Etudiants, apprentis, salariés dans de modestes ateliers de confection ou de maroquinerie, leurs familles sont arrivées de Hongrie, de Pologne, de Roumanie, de Lituanie, avec une culture communiste qui s'est normalement retrouvée dans le mouvement populaire de leur patrie d'adoption.

Thomas Elek, *Marcel Rayman*, *Wolf Wajsbrot*, *Olga Bancic*, comme *Guy Môquet* et le futur *colonel Fabien*, ont à cœur la passion des petits bonheurs et des grandes espérances émancipatrices. Leur militantisme s'imbrique dans leurs pratiques sportives, leurs sorties champêtres, leurs jeudis au patronage, leurs lectures. Le cinéma, le théâtre, l'opéra les émerveillent. Leur camaraderie, leurs amours s'épanouissent dans les quartiers populaires de Paris.

Leurs destinées n'étaient pas de devenir des héros, des héroïnes. *Tommy* et son groupe le sont devenus parce qu'ils ont donné le printemps de leur vie pour une France libre, un peuple heureux.

Ils adoraient leurs parents, leurs frères et sœurs. Leurs dernières lettres en témoignent.

Et pourtant, dans la torture, face au peloton d'exécution ils n'ont point failli. Ils ont connu les planques, la faim, l'angoisse et la détermination des sabotages, des attentats, la traque, l'arrestation et pour finir le Mont Valérien où leurs noms, étrangers, gravés dans le bronze, attestent à jamais de leur identité nationale.

Merci à l'auteur de cet émouvant travail de mémoire. Merci pour ces pages dans lesquelles les nouvelles générations prennent connaissance des sacrifices consentis à la liberté, à la fraternité, à la dignité humaine.

Une fois le livre refermé, l'envie de continuer à vivre avec *Tommy* nous étirent ; vivre avec ses joies, ses peines, ses sentiments sur la beauté des choses évoquée par *Manouchian*.

Qui étaient les vrais Français, ces vils exécutants de la Gestapo ou ces jeunes garçons, ces jeunes filles de l'ombre, non pas "sans papiers" mais munis de faux papiers transportant des tracts et des armes ?

Qui étaient les vrais Français, ces écrivains collaborationnistes ou ces résistants dont les pères et mères baragouinaient à peine quelques mots de notre langue ?

Qui étaient les vrais Français ? Ces miliciens ivres d'antisémitisme et d'anticommunisme ou ces Gavroche nourris dans leur enfance de pain azyme et de carpes farcies ?

Tommy, ton regard envoûtant sur la photographie de la page de couverture, tes vingt ans donnent la réponse.

HENRI LEVART

Alain Blottière, *Le tombeau de Tommy*, Ed. Gallimard, Paris, 2009, 224 p., 16,50 € ISBN 9782070729951

MÉMOIRE

La médaille des *Justes parmi les Nations* a été décernée à titre posthume aux familles HULIN et MAROUZE le 31 janvier 2010 à Vervins. Ces familles avaient recueilli et protégé pendant la guerre Hélène BRENER et Jacques FLUSS amenés là par le secteur juif de la **M.O.I.** pour leur éviter la déportation et la mort.

Il y a dix ans, lors d'une grande manifestation, Raymonde GRYNBERG, Hélène BRENER et Jacques FLUSS avaient exprimé leur reconnaissance aux familles BOUDOUX, HULIN et MAROUZE et à la population de Gercy qui les avaient protégés.

Rappelons que le sauvetage des juifs, enfants ou adultes, honoré par la distinction de "Justes des Nations" de *Yad Vashem*, n'est pas considéré comme un acte de résistance par la France.

C'est là une grave injustice que notre pays se doit de réparer en reconnaissant officiellement comme Résistants, ces femmes et ces hommes dont la modestie, la bonté, la générosité et le courage - en dépit des risques encourus - ont contribué à sauver l'honneur de notre pays.

ÉMOTION



LE COIN DU
Théâtre

La Fabbrica

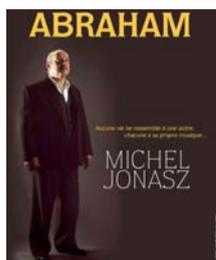
La Fabbrica, une pièce d'un jeune italien, *Ascanio Celestini*, mise en scène et créée par *Charlie Tordjman*, jouée du 5 au 16 janvier au Théâtre des Abbesses fait renaître au théâtre la mémoire de la classe ouvrière. La pièce, qui a obtenu un grand succès, doit continuer sa carrière dans une autre salle parisienne, peut-être au théâtre Marigny. A ne pas manquer !

Charlie Tordjman, directeur de la Manufacture de Nancy, organisateur du festival "Passages", connaît bien la sidérurgie lorraine dont il tirera plusieurs pièces avec son complice *Jacques Kraemer* aux beaux jours du Théâtre populaire de Lorraine basé à Metz puis à Thionville.

La pièce d'*Ascanio Celestini* retrace l'histoire de *Fausto*, ouvrier de père en fils dans une usine sidérurgique de Terni, en Ombrie italienne, la "Manchester italienne", avec en toile de fond la disparition de la classe ouvrière. Elle décrit les temps héroïques des luttes ouvrières dans l'usine sidérurgique jusqu'à la cessation d'activité de l'entreprise en passant par les sombres années du fascisme mussolinien.

Un superbe chœur, dirigé par *Giovanna Marini**, 72 ans, ponctue avec régularité la pièce en donnant une dimension très poétique à "La Fabbrica". On quitte le Théâtre des Abbesses avec une émotion à peine contenue sous le charme nostalgique de cette plongée dans les entrailles de la classe ouvrière d'une sidérurgie, aujourd'hui quasiment disparue.

* "Minette, la bonne Lorraine". Pièce parue en 1978 et montée en région parisienne à Boulogne pour *Giovanna Marini*, musicienne que sa rencontre avec *Pier Paolo Pasolini* a décidée à s'engager politiquement. Recueillant les chants populaires, elle leur a donné leurs titres de noblesse et les a fait connaître du monde entier.



ABRAHAM

Michel Jonasz raconte dans un one-man-show l'histoire de son grand-père *Abraham*, juif de Pologne, assassiné pendant la seconde guerre mondiale par les nazis à Auschwitz avec pratiquement toute sa famille.

L'auteur, la soixantaine, crâne dégarni, fine moustache, col ouvert, en trois pièces légèrement fripé, nous offre, durant une heure et demie, un spectacle à la fois triste et gai plein d'humour juif mêlant le français et le yiddish dans d'interminables conversations sur un banc, seul élément de décor, avec son ami le tailleur *Yankel*.

Michel Jonasz parle et chante. On est saisi par une légère angoisse tout au long de la pièce car le rire est souvent grinçant et en filigrane, on sait que tout le bonheur des campagnes de Pologne et de Hongrie des années précédant la seconde guerre mondiale va finir dans l'horreur des chambres à gaz d'Auschwitz.

Ce dimanche pluvieux de fin janvier, la salle de la Gaîté Montparnasse est pleine à craquer. La superbe actrice *Judith Magre*, discrète, est présente au milieu des spectateurs qui manifestent leur émotion et leurs applaudissements tout au long de la pièce. *Michel Jonasz* nous offre un moment de plaisir inoubliable quand il joue à la fois *Abraham* et *Yankel* avec beaucoup de talent et de sensibilité. Un grand moment de théâtre. A ne pas rater.

La pièce qui a tenu l'affiche au Petit Montparnasse de septembre 2009 à fin décembre est reprise jusqu'à fin mars 2010 en face, au Théâtre de la Gaîté, deux jours par semaine, le dimanche après-midi et le lundi soir.

CLAUDE LEVY

Izis, PARIS DES RÊVES - Exposition de photos

IZIS : Nous étions attirés par la France comme pays de l'Esprit.
La Liberté, l'Egalité de l'homme et la Culture, c'est ça qui nous faisait rêver

Les Parisiens ont jusqu'au 29 mai pour admirer, à l'Hôtel de Ville, la remarquable exposition de photos d'*Izis* qui sera ensuite montrée à Berlin.

Izraëlis Bidermanas est né en 1911 dans une famille juive de Lituanie qui sera assassinée par les commandos de la mort nazis. Il émigre à Paris en 1930 où il connaît la misère et les petits boulots. A l'arrivée des Allemands, il se réfugie dans le Limousin où il est arrêté et torturé. A la libération de Limoges, il réalise une série d'émouvants portraits des maquisards et se lance dans la photographie.

A la Libération, le jeune photographe devient l'ami de *Willy Ronis*, de *Prévert*, de *Doisneau*, d'*Aragon*, de *Colette*, de *Chagall*. Il "pige" pour *Regards*, et sera surtout durant 20 ans salarié de *Paris Match*.

Dans les années 50, il fera une série de reportages à l'étranger notamment en Israël et à Londres. Il sera le

seul à photographier *Chagall* en train de peindre le plafond de l'Opéra Garnier.

Parallèlement à ce travail de reporter, *Izis* commence une oeuvre personnelle sur le Paris populaire de l'après-guerre, sur le Paris poétique, les enfants, les amoureux, le monde du cirque.

Du 20 janvier au 29 mai

à l'Hôtel de Ville de Paris

Entrée libre

Albums réédités

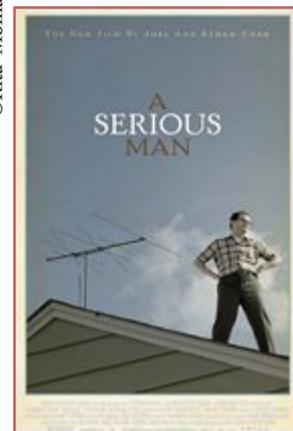
Izis, Paris des rêves, Ed. Flammarion, Paris, 2009, 197 p., 35€ ISBN : 9782081228252 (version reliée à 49€- ISBN : 9782081228443)

Jacques Prévert et Izis, Grand bal du Printemps, Ed. Le Cherche Midi, Paris 2008, 30 €

Jacques Prévert et Izis, Charmes de Londres, Ed. Le Cherche Midi, Paris 2008, 30 €

"A SERIOUS MAN" DES FRÈRES COEN

Tsourès, rabbins et Cie

Cannes, 2001
© Rita Molinar

En prologue, un pastiche du *Dibbouk* en yiddish donne le ton de ce film désopilant. Quittant le *shtetl*, nous partons pour la fin des années 1960, au cœur d'un quartier pavillonnaire de l'Amérique profonde où, première incongruité dans ces lieux, vit une communauté juive ancrée dans ses traditions. Professeur de physique à l'Université, *Larry Gopnik* accumule *tsourès* sur *tsourès* (soucis) : sa femme le trompe et veut le divorce ; son fils fume du *shit* en écoutant *Jefferson Airplane* au lieu de préparer sa bar-mitsva ; sa fille veut se faire refaire le nez ; son frère squatte le salon et un étudiant raté l'accuse de corruption par lettres anonymes qui menacent son destin professionnel.

Larry, en bon mathématicien, craint que ses malheurs croissent à l'infini en progression exponentielle et consulte trois rabbins. Le premier, qui tient du jeune cadre en marketing, lui propose d'admirer le parking de l'immeuble comme symbole de la beauté de l'univers. Le second lui conte l'anecdote d'un dentiste qui trouve sur les dents d'un patient *goy* des signes kabbalistiques. Le troisième rabbin, réputé vieux sage, refuse de le recevoir alors qu'il murmure au fils de *Larry* les noms des musiciens de *Jefferson Airplane* comme sens magique du monde. Comme on le voit, la science des rabbins se révèle vaine face au sort du pauvre *Larry*.

Nul doute que la culture juive soit le lait maternel de l'humour dans le cinéma des frères Coen. Si l'avocat de *The Barber*, pour gagner son procès, invoquait le principe d'incertitude d'Heisenberg emprunté de la mécanique quantique, ici, *Larry* recourt au paradoxe du chat à la fois vivant et mort de *Schrödinger* lorsqu'il expose à ses étudiants le principe d'ambiguïté de la dite physique quantique. *A serious man* rit de ceux qui tentent de chercher un sens à la vie et d'y déceler une quelconque manifestation de Dieu.

Le film, s'il puise sa source dans la culture juive, affirme une vision du monde antimétaphysique mariée à un succulent regard caustique.

LAURA LAUFER



"L'ORIGINE DE LA VIOLENCE" SELON FABRICE HUBERT

Le lecteur entre d'emblée dans une ambiance calme, douillette. L'écriture est souple et limpide. Pourtant, dès les premières phrases, le narrateur dit : "depuis toujours, la peur et la violence m'ont hanté".

Cet homme appartient à une grande famille bourgeoise normande, "une sorte d'élite riche et assez influente". "Chez nous...la règle est de règle" écrit-il. L'atmosphère y est ouatée, digne... En apparence !

Brusquement le ton du récit change et devient angoissant. Lors d'un voyage scolaire au camp de Buchenwald, ce jeune professeur reste médusé devant la photographie d'un déporté dont la ressemblance avec son père est saisissante : pourtant, aucun de ses grands-pères ou grands-oncles n'a été déporté.

Il ne peut oublier cette image et n'a de cesse de découvrir le mystère auquel il se sent intimement lié.

Il se lance dans une recherche acharnée de l'identité de cet homme sans nom.

Malgré la défiance de sa famille et l'interdiction péremptoire de son père, il poursuivra cette quête identitaire et réussira à donner à l'inconnu

une existence et un nom.

Cette découverte, et *in fine* la confession saisissante d'un grand-père habituellement mutique, achèveront de bouleverser sa vie.

Ce n'est pas un nouveau livre sur la déportation, c'est le récit de l'antagonisme entre l'horreur et la beauté de la vie.

Le narrateur qui met en lumière sa propre violence, s'interroge sur "le mystère Hitler" et sur ce qui fait basculer un humain ordinaire dans la barbarie.

Cet ouvrage fait écho à la quête de bien des nôtres. La vérité la plus cruelle est toujours préférable au mensonge le plus pieux.

Si la vérité est tue, elle enfante maladies et névroses. Révélée ou comprise, elle permet tout travail de restauration.

Quoi de plus indispensable que de s'approprier sa propre vie, ses propres origines ?

DENISE OLLIVIER

* Fabrice Humbert, *L'origine de la violence*, Les éditions Le Passage, 315 pages. 18€

HISTOIRE

LES PHILOSOPHES FRANÇAIS DES LUMIÈRES ET LA QUESTION JUIVE

DE L'ANTI-JUDAÏSME AU DÉCRET DE LA CONSTITUANTE QUI ACCORDE AUX JUIFS LA CITOYENNETÉ

II^E PARTIE

[Suite du n° 272]

Pour saper les fondements du christianisme, Voltaire avait discrédité l'Ancien Testament. Poursuivant le même but, mais par d'autres moyens moins frontaux, Denis Diderot recherche chez les Juifs des arguments positifs, voyant notamment dans leur refus de se laisser convertir un miracle plus grand que tous les miracles accomplis par Jésus-Christ :

"Il faut convenir que les Juifs sont des hommes comme il n'y en a point >partout on a vu les peuples entraînés par un seul miracle, et Jésus-Christ n'a rien pu faire du peuple juif avec une infinité de miracles vrais. ^..` C'est ce miracle-là, l'incrédulité des Juifs, qu'il faut faire valoir, et non celui de la résurrection.¹"



Denis Diderot (1713-1784)

Tableau de Louis-Michel VAN LOO (1767)

L'article "Juif" de l'*Encyclopédie* comprend deux parties, l'une rédigée par le chevalier de Jaucourt, l'autre par Diderot lui-même. Constatant le grand nombre de Juifs dispersés à travers le monde, Jaucourt, cautionné par Diderot, l'attribue "à leur exemption de porter les armes, à leur ardeur pour le mariage, à leur coutume de le contracter de bonne heure dans leurs familles, à leur loi de divorce, à leur genre de vie noble et réglée, à leurs abstinences, à leur travail et à leur exercice." Leur dispersion s'explique par les persécutions subies : "Réduits à courir de terres en terres, de mers en mers, pour gagner leur vie, partout déclarés incapables de posséder aucun bien-fonds, et d'avoir aucun emploi, ils se sont vus obligés de se disperser de lieux en lieux, et de ne pouvoir s'établir fixement dans aucune contrée, faute d'appui, de puissance pour s'y maintenir et de lumières dans l'art militaire."

En France, on n'oublia pas de leur faire subir le même traitement qu'ailleurs : "On les mettait en prison, on

les pillait, on les vendait, on les accusait de magie, de sacrifier des enfants, d'empoisonner les fontaines > on les chassait du royaume, on les laissait rentrer pour de l'argent > et dans le temps même qu'on les tolérerait, on les distinguait des autres habitants par des marques infamantes."

Dans la seconde partie, titrée "Philosophie juive", Diderot fait l'éloge de l'histoire ancienne d'Israël et de ses grands hommes : "Quels hommes nous offre-t-elle qui soient comparables en autorité, en dignité, en jugement, en piété, en conscience, à Abraham, à Isaac et à Jacob ? » Quant à Moïse : "Quel historien ! Quel législateur ! Quel philosophe ! Quel poète ! Quel homme !" Il n'empêche que dans des écrits de moindre importance, publiés ou non, pour lesquels Diderot ne craignait nullement la censure sans cesse menaçante qui n'aurait manqué de détruire l'immense entreprise de l'*Encyclopédie*, il est plus proche de Voltaire que de Montesquieu. Dans son allégorie écrite en 1746 mais publiée à titre posthume en 1830, "La Promenade du sceptique", il persifle la Genèse : l'exode d'Égypte est une émeute d'une poignée de brigands, Adam est tombé en disgrâce à cause du mauvais repas préparé par sa femme, etc.

Jean-Jacques Rousseau poursuit la pensée de Montesquieu en s'élevant contre le scepticisme radical de Voltaire, Diderot et d'autres, qui, selon lui, "sous prétexte d'expliquer la nature, [É] sèment dans le cœur des hommes de désolantes doctrines, et dont le scepticisme apparent est cent fois plus affirmatif et plus dogmatique que le ton décidé de leurs adversaires.²" Pour Rousseau, il n'y a pas de religion supérieure, l'important étant que chaque individu en ait une "qui lui fasse aimer ses devoirs" et que les dogmes religieux se rapportent à la morale : "Chacun peut avoir telles opinions qu'il lui plaît, sans qu'il appartienne au souverain d'en connaître, car comme il n'a point de compétence dans l'autre monde, quel que soit le sujet dans la vie à venir, ce n'est pas son affaire, pourvu qu'ils soient de bons citoyens dans celle-ci.³" C'est cet esprit que l'on retrouvera dans la Déclaration des Droits de l'homme :

"Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi."

L'"*Émile*" exposant les principes d'une éducation conforme à la nature, libre de préjugés, Rousseau

prône l'éveil de la curiosité et le recours à la connaissance d'autrui comme facteur d'harmonie :

"Connaissez-vous beaucoup de chrétiens qui aient pris la peine d'examiner avec soin ce que le judaïsme allègue contre eux ? Si quelques-uns en ont vu quelque chose, c'est dans les livres des chrétiens. Bonne manière de s'instruire des raisons de leurs adversaires ! Mais comment faire ? Si quelqu'un osait publier parmi nous des livres où l'on favoriserait ouvertement le judaïsme, nous punirions l'auteur, l'éditeur, le libraire. Cette police est commode et s re, pour avoir toujours raison. Il y a plaisir à réfuter des gens qui n'osent parler. Ceux d'entre nous qui sont à portée de converser avec des Juifs ne sont guère plus avancés. Les malheureux se sentent à notre discrétion > la tyrannie qu'on exerce envers eux les rend craintifs > ils savent combien peu l'injustice et la cruauté co tent à la charité chrétienne. [É] Les plus savants, les plus éclairés sont toujours les plus circonspects. Vous convertirez quelque misérable, payé pour calomnier sa secte > vous ferez parler quelques vils fripiers, qui céderont pour vous flatter > vous triompherez de leur ignorance ou de leur k cheté, tandis que leurs docteurs souriront en silence de votre ineptie. Mais croyez-vous que dans des lieux où ils se sentiraient en s reté l'on e t aussi bon marché d'eux ? En Sorbonne, il est clair comme le jour que les prédictions du Messie se rapportent à Jésus-Christ. Chez les rabbins d'Amsterdam, il est tout aussi clair qu'elles n'y ont pas le moindre rapport. Je ne croirai jamais avoir bien entendu les raisons des Juifs qu'ils n'aient un État libre, des écoles, des universités, où ils puissent parler et disputer sans risque. Alors seulement nous pourrions savoir ce qu'ils ont à dire.⁴"

En 1785, la "Société royale des sciences et des arts" de Metz⁵ fait de la question juive le sujet d'un concours littéraire. Ladite société reçoit neuf contributions, dont celle de l'abbé Grégoire, curé d'Emberménil près de Lunéville, "curé de campagne éclairé" qui, devenu une des principales figures de la Révolution française, sera l'un des premiers à demander l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises. Dans son "Essai sur la régénération physique, morale et politique des juifs", texte fondateur de l'émancipation des juifs, Henri Jean-Baptiste Grégoire écrit : "Voulez-vous que les Juifs deviennent des hommes meilleurs, des citoyens utiles ? Qu'ils soient mis et maintenus en possession de tous les droits de citoyens, et



Jean-Jacques Rousseau (1712-1778)

Tableau de Maurice Quentin de LA TOUR (1753)

bientôt cette constitution équitable les rangera au nombre des membres les plus utiles de l'État." Le 27 septembre 1791, trois jours avant sa dissolution, l'Assemblée constituante, première phase institutionnelle de la Révolution, vote in extremis ce décret :

"L'Assemblée nationale, considérant que les conditions nécessaires pour être citoyen français et pour devenir citoyen actif sont fixées par la Constitution, et que tout homme qui, réunissant lesdites conditions, prête le serment civique et s'engage à remplir tous les devoirs que la Constitution impose a droit à tous les avantages qu'elle assure : révoque tous ajournements, réserves et exceptions insérés dans les précédents décrets relativement aux individus juifs qui prêteront le serment civique, qui sera regardé comme une renonciation à tous les privilèges et exceptions introduits précédemment en leur faveur."

Accordant aux Juifs de France la citoyenneté – avant même de l'accorder aux prêtres – et montrant l'exemple à l'Europe, les constituants réalisaient un des rêves des philosophes des Lumières, en particulier des deux vrais maîtres à penser des hommes et femmes de 89, Montesquieu et Rousseau.

FRANÇOIS MATHIEU

1 Denis Diderot, *Additions aux pensées philosophiques*.

2 Jean-Jacques Rousseau, *Le Contrat social*, IV, 8.

3 Ibid.

4 Jean-Jacques Rousseau, *Émile*, IV.

5 En raison de la politique menée par Stanislaw Leszczynski, puis après sa mort en 1766, par le roi de France, le nombre de familles juives établies en Lorraine, en 1789, s'élevait à cinq cents.